

Belcier sur les rails

PAGES 6 ET 7



**Absentéisme:
les maires
veillent**

PAGE 2

PORT MÉTHANIER

**Ça sent le gaz
au Verdon**

PAGES 10 - 11

Le maire, nouveau shérif de l'école

Depuis vendredi dernier, le maire peut punir l'élève absent. Une loi l'autorise à suspendre les allocations familiales du fautif.

9 heures, lundi, au lycée professionnel des Menuts dans le centre de Bordeaux. Loïc, le surveillant, vient de terminer le ramassage des billets de présence. Ces petits papiers remplis par les profs recensent les élèves absents. Bilan de la tournée : 30 élèves sur les 380 manquent à l'appel. Mais aujourd'hui, il y du nouveau. Ce n'est pas forcément l'établissement qui va régler le cas du multi-récidiviste. Depuis vendredi, un nouveau procureur peut sanctionner l'élève : le maire. Les textes lui donnent dorénavant cette étrange compétence : engager une procédure administrative contre l'absent. Les sanctions peuvent aller jusqu'à la suppression des allocations familiales pour les parents.

ENJEUX ÉDUCATIFS OUBLIÉS. Le nouveau texte inquiète les professionnels de l'éducation. « Le maire est-il le mieux placé pour connaître la situation scolaire d'un enfant ? s'interroge Patrick Goujon, proviseur du lycée des Menuts. C'est incontestablement un nouvel outil



A la cinquième absence dans le mois, les ennuis commencent. Photo P. Saulnier

de répression mais s'est-on interrogé sur les causes de l'absentéisme ? » Car il s'en cache des choses, derrière le faux mot des parents, le certificat médical bidon ou le quintuple décès de tante Hortense. Certes, il y a l'interro de maths qu'on veut éviter ou l'irrésistible désir de déambuler rue Sainte-Catherine avec les copains. Mais la sèche peut aussi masquer un profond ennui, lié à une mauvaise orientation. La suppression des allo-

cations familiales ne résoudra pas le mal-être de l'adolescent. L'absent est étiqueté cancre. Plus on le sanctionne et plus il s'éloigne de tout processus de réorientation.

UNE PUNITION INÉGALE « L'inspection académique pouvait déjà intervenir sur le versement des allocations familiales », rappelle Patrick Goujon. Dans son lycée, ce sont les bourses d'études des absents

chroniques qui sont amendées. Cette sanction économique, qui représente tout au plus 10 % du montant de l'aide, lui semble plus juste : « Les bourses sont directement liées à la scolarité d'un enfant. Ce n'est pas le cas des allocations familiales. » Georges Dupon-Lahitte, ancien président de la FCPE (la principale fédération de parents d'élèves), juge la sanction économique complètement inégalitaire. « S'attaquer au porte-feuille d'une famille vivant au RMI n'a pas le même impact pour un foyer avec deux salaires de cadre supérieur ». Pire. Pour lui, c'est une arme de répression supplémentaire entre les mains des politiques. Et puis, les maires pourraient croiser d'autres données avec l'école buissonnière. La délinquance, par exemple. « Certains risquent de chercher dans l'absentéisme un moyen pour nuire à des catégories précises de populations. Il y a un vrai risque de stigmatisation des familles. »

ELODIE MORISSET
ET PIERRE SAULNIER

« Le Kosovo pourrait donner des idées aux séparatistes »

Catherine Lalumière, présidente de la Maison de l'Europe et ancienne vice-présidente du Parlement européen, donnait une conférence lundi à Sciences-Po. L'occasion d'une analyse des conséquences de l'indépendance du Kosovo pour l'UE.



Catherine Lalumière. Photo B. K.

« L'Union européenne est très embarrassée, et même très divisée, sur la question du Kosovo. A vrai dire, la ligne que nous avons adoptée n'est pas transcendante. Mais j'en conçois difficilement une autre. Il faut rappeler que la décision d'envoyer une force sur place pour éviter les affrontements a été prise il y a quelques temps par tous les

états de l'UE, sans exception. Nous mettons donc en place des moyens économiques, politiques et policiers pour prévenir les débordements, c'est un engagement net et fort. Bien sûr, tout le monde craint que cette indépendance ne se fasse pas

dans la douceur. Si la Serbie désire intégrer l'Europe, elle doit respecter cette indépendance, tout comme le Kosovo doit respecter la minorité serbe présente sur son territoire. Evidemment, cette situation complexe ne nous enchante pas. En outre, certains pays redoutent que les revendications régionales, ou que ce soit en Europe, ne prennent exemple sur le Kosovo. Je pense qu'il n'y a pas de risques de contagion immédiate. Cependant, c'est un mauvais signal pour les revendications séparatistes, y compris les Basques et les Corses. Alors que l'Europe a fourni un formidable effort de rassemblement, nous voyons ressurgir des forces centrifuges basées sur le

nationalisme. C'est un mouvement préoccupant, même si je respecte des revendications qui ont souvent des raisons d'être. Rappelons que le projet européen est un projet de rassemblement. Et voir ressurgir des mouvements de séparation m'inquiète. A mon sens il faut faire attention, car avec les séparations, peuvent apparaître le repli sur soi et la xénophobie. La séparation est un processus par essence contraire à l'esprit européen. Tension et haine de l'autre sont aux antipodes de nos valeurs. »

PROPOS RECUEILLIS PAR
ELODIE MORISSET
ET BENJAMIN KÖNIG

RÉFORME DE LA CARTE JUDICIAIRE

« La justice de proximité est démantelée »

Après avis favorable du Conseil d'Etat, le Journal officiel a publié dimanche deux décrets entérinant la fermeture de 201 tribunaux d'instance ou de grande instance et de 55 tribunaux de commerce. Analyse de la réforme de la carte judiciaire avec Ollivier Joulin, vice-président au TGI de Bordeaux et vice-président du Syndicat de la magistrature.



Ollivier Joulin au TGI de Bordeaux. Photo A.H.

Quelles sont les conséquences de la réforme de la carte judiciaire selon vous ? C'est tout le maillage de la justice de proximité qui est touché. Les tribunaux d'instance sont les principales victimes de la loi. Or, ce sont eux qui gèrent les petits contentieux dont le montant ne dépasse pas 10 000 €.

Si on s'attache à l'exemple du département de la Gironde, en quoi la suppression de 4 tribunaux d'instance peut-elle être néfaste ?

En supprimant ces juridictions (Lesparre-Médoc, La Réole, Bazas et Blaye), on s'attaque à un dispositif efficace qui permettait aux justiciables d'avoir une juridiction disponible proche

de chez eux. Prenons l'exemple d'un habitant de la pointe du Médoc en litige pour un montant de 500 € avec son propriétaire. Avec la disparition du TI de Lesparre, il doit maintenant se rendre à Bordeaux. Dans une affaire de ce type, il lui faut compter trois déplacements pour rencontrer son avocat, les huissiers, venir à l'audience. 360 km au total.

La question de la pertinence de l'action se pose donc pour un petit justiciable ?

Cette loi institue un mécanisme pervers. Elle favorise les créanciers institutionnels comme les organismes de crédit au détriment des particuliers. Que pensez-vous des argu-

pas les objectifs initiaux. Le projet ne devait pas concerner les tribunaux d'instance. La surprise a été totale en août au moment de l'annonce. La décision de fermer ou de maintenir tel ou tel tribunal paraît également pour le moins aléatoire. Le TI de Sarlat, le plus petit dans le ressort de la Cour d'appel de Bordeaux, a été conservé. Je vous laisse le soin de regarder la couleur politique du maire. De même, le TGI de Libourne est maintenu avec une activité limitée. Le député UMP de Gironde et candidat à la mairie de Libourne, Jean-Paul Garraud, est un homme d'influence.

Et en ce qui concerne l'argument de l'efficacité de la Jus-

ments de la ministre de la Justice qui parle de rationalisation pour justifier sa réforme ? Rachida Dati a agi de manière autoritaire, sans concertation, en créant une commission qu'elle n'a jamais réunie et en ne réalisant

Plus la juridiction est importante, moins de moyens lui sont accordés en proportion. Le délai d'attente pour le règlement d'un dossier est de huit à dix mois à Bordeaux. A Bazas – supprimé par la réforme – le délai moyen était de trois mois par dossier.

Vous pensez que le fond du problème se trouve dans le manque de moyens de la Justice en France ?

Le budget de la Justice est misérable et honteux. La France est au 27^e rang sur 29 des budgets de l'Union européenne. Notre budget est composé de deux postes : l'administration pénitentiaire et les services judiciaires. L'administration pénitentiaire représente un tiers du budget total contre 20 % il y a cinq ans. C'est cohérent avec toutes les réformes répressives contenues dans les lois sur la récidive, les centres de rétention et la carte judiciaire. Cinq détenus coûtent l'équivalent d'un poste de magistrat. On fait supporter au budget de la Justice le surcoût de la politique répressive et de la surpopulation carcérale.

PROPOS RECUEILLIS PAR
ANTHONY HERNANDEZ



Photo Anthony Hernandez

Le mouvement se durcit chez Ford. Depuis la fermeture programmée des deux usines de Blanquefort, les 2 600 salariés réclament des garanties pour leur avenir. Quel repère pour quelle activité ? Après plusieurs manifestations dans la région, ils ont décidé de donner à leur mouvement une ampleur nationale en interdisant toute entrée ou sortie de matériel. Les salariés sont eux, libres d'aller travailler. Philippe Jourdan, secrétaire FO, déplore le manque d'informations et de transparence de la direction européenne basée à Cologne et avertit : « Nous sommes prêts à monter à Paris en septembre pour bloquer l'Assemblée nationale et le Salon de l'auto. »

ANTHONY HERNANDEZ
ET BENJAMIN KÖNIG.

Incinération des déchets : le grand embarras

Les deux incinérateurs de Bègles et Cenon brûlent chaque année plus de 400 000 tonnes d'ordures ménagères. Pourtant, le sujet est absent de la campagne.

« L'incinération, à partir du moment où elle est maîtrisée, apparaît comme une solution correcte. » La phrase est d'Alain Rousset, mais elle aurait pu sortir de la bouche d'Alain Juppé. Les deux principaux candidats à la mairie se rejoignent sur ce point : il n'est pas question de revoir ce processus d'élimination mis en place ces dernières années. Ce qui met les deux candidats d'accord, c'est d'abord le prix. « Le coût de la tonne de déchets triés est trois fois plus élevé que celui d'une tonne incinérée », résume Didier Cazabonne, collègue d'Alain Juppé et vice-président de la Cub. Brûler des déchets permet aussi de produire de l'énergie et cela motive les élus pour laisser les choses en l'état. Ainsi, l'incinérateur de Cenon chauffe 12 000 habitants et celui de Bègles revend de l'électricité à EDF. Ce que les politiques appellent une « valo-



L'incinérateur de Bègles et ses fumées invisibles. Photo Clément Le Goff

risation » du système...

DE PIÈTRES ALTERNATIVES

Derrière ce consensus au sommet, les écologistes tentent de faire entendre leur voix. Pierre Hurmic, qui s'attache depuis longtemps à « écologiser la gauche », souhaite la fermeture de l'incinérateur de Cenon et une réduction des déchets à la source, notamment en faisant pression localement sur les grands distributeurs. Jean-Pierre Roche, de la liste Alliance citoyenne, voudrait, lui, que les citoyens paient en fonction de ce qu'ils jettent. L'idée de cette éco-taxe

a déjà germé dans d'autres villes. Mais si elle reste difficile à mettre en place, elle est surtout très coûteuse et peu populaire en période d'élections.

A court terme, la seule solution probante reste donc l'éducation citoyenne. Un travail de responsabilisation qui requiert une prise de conscience des enjeux écologiques. En réalité, seule une profonde remise en cause de nos modes de consommation pourrait s'avérer payante. Le sujet devra d'abord être mis sur la table. « Il y a malheureusement des thèmes plus valorisants que le retraitement des ordures mé-

ATTENTION DANGER !

Selon leurs détracteurs, les incinérateurs :

- sont à l'origine de pluies acides
- contribuent au réchauffement climatique (ils seraient responsables de 2 % des émissions de gaz à effet de serre pour la France)
- contaminent les champs alentours
- rejettent divers polluants, dont les dioxynes

Enfin, ce paradoxe : les incinérateurs produisent eux-mêmes des déchets. Des restes de la combustion, appelés mâchefers, posent également problème. Ces résidus toxiques sont en grande partie enfouis dans des décharges et peuvent contaminer les nappes phréatiques.

nagères à faire valoir pendant une campagne électorale », se désole Pierre Hurmic. La ville ferait bien de s'y mettre : seuls 10 % des déchets sont triés à Bordeaux.

FRANÇOIS GOULIN
ET CLÉMENT LE GOFF

« Chaque candidat a besoin d'afficher sa couleur verte »

Sébastien Darsy est l'auteur du livre *Les défis écologiques de Bordeaux et sa région, aux éditions Sud Ouest.*

Quel rapport à l'écologie entretiennent les deux Alain ?

Ils sont souvent d'accord sur ce type de questions. Alain Juppé est revenu du Canada converti à l'écologie, mais les nouveaux logements de la Bastide, par exemple, ne sont pas aux normes HQE (Haute qualité environnementale). Autre exemple, pour le centre d'affaires Belcier actuellement en construction, il

n'a pas été question de normes écologiques. Quant à Rousset, je ne l'entends pas sur les éco-quartiers, il est dans une espèce de culte de la création, de l'entreprise, de la productivité. Bref, il croit que l'innovation va nous sauver. Il soutient le groupe Dassault qui va s'implanter en Aquitaine pour construire des voitures électriques. Et qui dit voiture électrique dit nucléaire. C'est perpétuer un système en le coloriant en vert.

L'écologie est-elle une préoccupation majeure pour les Bordelais ?

Je ne pense pas que l'on puisse parler de préoccupation écologique. Pour les habitants, il s'agit plus d'une augmentation de leur confort personnel : j'aimerais mieux rouler en bagnole, que la rocade soit moins saturée, que les rues soient plus propres... L'individualisme, l'égoïsme, le culte de la réussite sont des valeurs qui ne sont pas compatibles avec un discours, une posture écologiste.

Que pensez-vous du ralliement de Verts aux listes de Rousset et Juppé ?

L'écologie est devenue un thème majeur de l'actualité, chacun a besoin d'afficher sa couleur verte. Rousset a bien joué le coup avec le ralliement des Verts, c'est une alliance historique à Bordeaux. Concernant Juppé, c'est un dissident vert (Jean-François Berthou, ndr) qui a rallié sa liste. Mais que les électeurs ne s'y trompent pas : ce n'est pas parce que l'on a des écologistes dans son équipe qu'on a forcément des convictions écologiques.

PROPOS RECUEILLIS
PAR F. G. ET C. L. G.

Culture : à bout de souffle ?

José Leite est président de Musiques de nuit, une association très active dans l'action culturelle à Bordeaux. Il évalue pour nous la politique menée par Alain Juppé à trois semaines du premier tour de l'élection municipale.

Peut-on se satisfaire de la politique culturelle menée par Alain Juppé ?

Non. C'est évident. Il y a un manque flagrant de dynamisme culturel à Bordeaux. Le souvenir de « l'époque Sigma » (festival avant-gardiste ayant mis Bordeaux à feu et à sang dans les années soixante, ndr), époque totalement révolue, nous conforte dans cette idée. Les manifestations culturelles manquent mais Alain Juppé n'est pas le seul fautif. Il faut rappeler qu'il a été élu sur des projets, des promesses. Et il les a tenus. Je pense au CAPC, au TNBA, à l'Orchestre national de



Le Carnaval des deux rives, édition 2007. Photo D. R.

Bordeaux Aquitaine, aux grandes structures qui ont été relativement soutenues. Je pense à nous aussi. Musiques de nuit a été aidée et nous ne pouvons pas le nier. Le Carnaval des deux rives ne serait pas ce qu'il est aujourd'hui sans l'appui de la mairie.

Mais la culture ne se réduit

fort heureusement pas qu'à ces structures...

Bien sûr, la ville de Bordeaux n'a pas connu cet élan qu'on attendait tous. Un élan plus représentatif des demandes, des offres des acteurs culturels de la ville. C'est une grande déception. D'un point de vue spécifiquement artistique, on observe un déficit de

Le 4 Sans ferme

La fermeture du 4 Sans n'est plus qu'une question de temps. Menacé par une enquête d'utilité publique, l'établissement vit peut-être ses derniers mois.

Le 4 Sans va disparaître. Et le 4 Sans, à Bordeaux, ce n'est pas n'importe quoi. Ce hangar aménagé au milieu de nulle part, dans un quartier à l'abandon, qui a accueilli Laurent Garnier ou Carl Cox, jouit d'une belle réputation. En ville, c'est une institution. « Sauvez le 4 Sans », c'est tout ce que réclament les jeunes qui postent des messages sur Facebook. Ils se demandent où ils iront s'éclater dorénavant le samedi soir à Bordeaux. Car ça bouge « à donf » du côté de Belcier. Ça n'a échappé à personne, ou presque. Du tram aux nouvelles constructions, la reconversion est lancée derrière la gare Saint-Jean. Au 40 rue d'Armagnac, la célèbre boîte bordelaise, où le meilleur de l'électro se produit

depuis sept ans, risque bien de faire tâche.

« DÉBOÎTER »

« Au départ, les locaux abritaient une boîte classique », confie Philippe Marchandin, le gérant. Au fil des ans, l'établissement s'est imposé comme l'un des rendez-vous phares des nuits bordelaises. La programmation du 4 Sans pour septembre 2008 est même déjà en route. Néanmoins, Philippe Marchandin ne se fait pas d'illusions sur l'avenir de son établissement. Une enquête d'utilité publique est ouverte depuis le 26 janvier. Il s'agit de la première phase de l'opération dite « d'aménagement de l'îlot Armagnac du quartier Belcier ». La Cub et l'Opac Gironde habitent sont à l'origine de ce projet de restructuration. Ironie du sort, Gironde habitat est leur plus proche voisin. Mais avant que des logements sociaux ou des locaux pour le personnel de la SNCF ne sortent de terre,

l'expropriation de la parcelle où se situe la discothèque semble inévitable.

DISPARITION OU SIMPLE DÉMÉNAGEMENT ?

Pour le moment, la direction du 4 Sans n'a pas reçu de courrier officiel. Aucune émission d'avis d'expulsion. Le gérant note tout de même une volonté de la part de la mairie de « sauver » les lieux. Conscientes de la nécessité de conserver une enceinte intra muros vouée au son techno-électro, la municipalité et la Cub ont engagé un dialogue. Réflexions et discussions préalables ont eu lieu mais pour l'instant, les solutions de relogement ne sont que des pistes. L'équipe du 4 Sans, tout comme la ville, souhaite trouver un terrain d'entente en matière de compensations. Reste une interrogation : quel lieu est prêt à recevoir une telle structure dans la commune de Bordeaux ?

PAGE RÉALISÉE PAR
GWLADYS LESCOUZÈRES
ET RAPHAËL BURGOS

moyens et d'actions. Les petites associations ne sont pas suffisamment soutenues.

Avez-vous une explication sur les « privilèges » accordés par la mairie ?

La culture n'était pas la priorité de ce mandat autant, par exemple, que le développement des transports en commun et de l'urbanisme. La mairie en est consciente et Alain Juppé sait bien que la culture n'a pas été assez soutenue. « Bordeaux capitale culturelle 2013 » le montre bien. Ce challenge est révélateur d'un souci de rattraper le temps perdu...

Pas d'accord

Dominique Ducassou, adjoint au maire, est chargé de la culture : « 104 %, ce pourcentage représente l'augmentation du budget alloué par la ville à la culture entre 2001 et 2007 [...] Il me fait bien rire Alain Rousset, l'Aquitaine est située en dernière position en termes de financement. C'est le budget le plus bas, on ne peut pas dire que la culture soit une de ses priorités [...] Avec Bordeaux Capitale culturelle 2013, nous sommes en train de franchir un cap. Notre politique culturelle y trouve sa définition. »

Pierre Culand, directeur de l'Ecole d'Architecture, est membre de l'équipe d'Alain Rousset : « Les subventions allouées à la culture sous Juppé ont vraiment manqué de lisibilité, les acteurs de la vie culturelle bordelaise n'ont pas tous été soutenus et on constate que de grandes opérations ont été liquidées [...] Il faut décloisonner ce domaine et l'étendre à la rive droite, pourquoi pas envisager la création d'un grand pôle d'expositions. »

Prochain arrêt : Belcier

Le pont sur la voie ferrée, à proximité de la sortie de la gare. Non loin de là, des prostituées tuent le temps à la terrasse d'un café.



Il aura fallu attendre plus de cinq ans avant que le tramway ne traverse la voie ferrée. A partir du 27 février, la ligne C desservira le quartier Belcier avec trois arrêts supplémentaires, de la gare Saint-Jean à l'entrée de Bègles. Balade le long de rails encore déserts.

CAROLE FILIU ET TIPHAIN LE ROY



Premier arrêt : Belcier. Devant le centre de tri postal, le chantier n'est pas achevé. De l'autre côté de la voie du tram, des résidences toutes neuves sont déjà sorties de terre.



Une fois l'arrêt Carle-Vernet passé, on aborde une longue ligne droite. Derrière le mur de graffitis, de vieux wagons semblent abandonnés sur la voie ferrée.



Retour à la station Belcier, direction centre-ville. A l'autre bout de la ligne, le terminus s'appelle Les Aubiers. Un autre quartier populaire.



A l'écart du tracé du tram, la place Ferdinand-Buisson est le cœur de Belcier. « *Le problème avec le tram* » explique Joseph Louis Diaz « *c'est qu'il passe trop loin d'ici. Il faudrait qu'on puisse voler au dessus des immeubles pour y aller.* » En fait, seule une rue sépare la petite place de l'arrêt en question.



Terminus station « Terres neuves », face à Bègles. « *Descente de tous les voyageurs* » dans un semi no man's land.

Couac ou récital?

Quatre jours après la démonstration face à Monaco en championnat, Bordeaux retrouve ce soir les Belges d'Anderlecht en 16^e de finale retour de la Coupe de l'UEFA

« On a perdu à cause de moi et j'ai une grosse envie de me rattraper. Un petit manque de concentration à ce niveau se paye cash. Il ne faudra pas encaisser de buts et retrouver notre jeu ». Souleymane Diawara n'est pas homme à fuir ses responsabilités. Incriminé sur le second but bruxellois – sa glissade a permis à Mpenza de marquer – le Sénégalais résume assez bien la situation devant laquelle lui et ses partenaires se trouvent au moment d'affronter Anderlecht ce soir à Chaban. Bousculés physiquement il y a une semaine par des Belges volontaires à défaut d'être brillants, les Girondins se sont inclinés 2-1 à l'ultime seconde du match aller. Cette première défaite de la saison sur la scène européenne n'a cependant rien de rédhibitoire. Statistiquement, les Girondins ont 52 % de chance de se qualifier pour

les huitièmes de finale. « Le score est d'ailleurs une des rares choses positives que je retiens de cette rencontre. On n'a pas été si mauvais que ça », nuance Laurent Blanc. Le technicien attend que ses hommes fassent preuve de « plus de répondant et plus de volonté ».

COMME DANS UN RÊVE

Pour passer l'obstacle bruxellois et rêver à un choc face au Bayern de Munich au prochain tour, les Bordelais devront simplement retrouver leur jeu. Celui qu'ils ont oublié lors de leur périple bruxellois de la semaine dernière et qu'ils ont étalé aux yeux de tous sur le Rocher monégasque il y a quatre jours en championnat. Le festival 6-0 réalisé devant les yeux d'un prince Albert II dépit n'a pas dû non plus avoir des vertus très rassurantes pour les nombreux supporters belges qui devraient prendre place ce soir au stade Chaban-Delmas. Les Girondins ont réalisé une deuxième période magique. Une de celles qui n'arrivent que rarement. Ils ont joué comme dans un rêve et n'entendent pas se réveiller de sitôt. « Je ferai



Tout sourit à Blanc et ses hommes. Photo J. L.

jouer la meilleure équipe possible et nous comptons crânement jouer notre chance. Plus les tours passent et plus les matches sont intéressants à jouer », confie Laurent Blanc. Pour la rencontre de ce soir, le technicien devra repenser son milieu de terrain. La suspension d'Alou Diarra – sans doute le meilleur girondin à l'aller – devrait faire le bonheur du jeune Pierre Ducasse (20 ans). Mais, avec à la baguette un Johan Micoud brillant et un premier violon du niveau de Fernando

Cavenaghi (huit buts en six rencontres depuis le début de l'année !), l'orchestre bordelais a les moyens d'éviter le couac que représenterait une élimination à ce stade. Les partenaires de Ramé ont bien l'intention d'offrir un nouveau récital à leurs supporters. Nul doute que les Belges ne l'entendent pas de cette oreille...

JONATHAN LANGE

Girondins de Bordeaux-Anderlecht, 20 h 45 au stade Chaban-Delmas.

Très pop sur eux

Deux jeunes artistes bordelais se produisent dimanche à La Politique pour un concert pop. Portrait de M. Botibol et Mask.



Mask. Photo Miguel Ramos

Mélodie folk, pop aérienne et langue anglaise... C'est ainsi qu'on pourrait définir la musique de M. Botibol et Mask dont les influences sont multiples, des Beatles à Elliot Smith en passant par Jeff Buckley. Ils sont montés sur scène pour la

première fois il y a un peu plus d'un an avec la volonté de créer et de donner envie. Leur principe : « On se débrouille avec ce qu'on a ». Maxime Rivière, 28 ans, bibliothécaire dans la vraie vie, est Mask sur scène. Le jeune homme, cheveux blonds et adepte des chemises à carreaux, en a fait son credo : « J'aime ce côté "do it yourself" de la musique indie américaine, on retrouve ça avec des artistes bordelais comme Kim, Calc ou Pull qui jouent surtout pour l'aspect créatif de leur musique. » Faire du neuf donc, sans ambition particulière, juste pour créer des « mélanges intéressants ». Et mélange il y a. Dans les titres de Mask, la voix est assourdie, un instrument comme un autre. Les guitares sont saturées à la Jesus and Mary Chain, le rythme oscille, rapide et sec. Une

sensation émerge, riche et triste à la fois.

« BEAUTIFUL LOOSER »

On retrouve cette mélancolie dans la musique de Vincent Bestaven alias M. Botibol. Ses airs plus naïfs sont marqués par des guitares acoustiques et des harmonies vocales euphorisantes. Xylophones et nappes synthétiques dressent le décor d'un univers onirique. Une référence particulière ? Grizzly Bear au niveau international et les même artistes locaux cités par Mask : « Je me situe dans la continuité de ces musiciens qu'on a souvent traités de "beautiful loser". Pourquoi ? Parce qu'après 17 albums, un artiste comme Kim est toujours inconnu en France ». Mais si M. Botibol, 25 ans, les cheveux en pétard et à la recherche d'un « vrai boulot », ne pense pas vi-

vre un jour de sa musique, il souhaiterait « au moins » enregistrer sur un label indépendant comme Vicious Circle. En attendant, les deux musiciens jouent dans la chorale pop Crane Angels qui rassemble « toutes les plus belles voix de Bordeaux ». Le vendredi 22 février à l'Inca, ils seront dix pour jouer des « tubes pop, mystiques, joyeux, intemporels, second degré et claquements de doigts ».

CAROLE FILIU

22 février, 20 h 30 : The Crane Angels, Vinzant et Oh No Oh My à l'Inca, 28 rue Sainte Colombe. 24 février, 20 h : Mask, M. Botibol et Galaxy Birthday à La Politique, 18 rue Planterose.

>>>PLUS D'INFOS SUR WWW.PRIMATUR.FR

Cultes en toute liberté?

PAGE RÉALISÉE PAR BENJAMIN HUGUET ET CHRISTELLE JUTEAU

Le gouvernement s'apprête à réformer la Miviludes, l'unique instrument de surveillance des sectes, pour en faire un organe plus permissif. A Bordeaux, les associations anti-sectes s'inquiètent. Les groupements soupçonnés de dérives sectaires se réjouissent.

Les scientologues, les pèlerins d'Arès, les témoins de Jéhovah crient « Alleluia! ». Classés parmi les 173 mouvements de culte à dérives sectaires par le rapport parlementaire de 1995, ils doivent constamment justifier de leurs actes auprès des pouvoirs publics et de la Miviludes (Mission interministérielle de vigilance et de lutte contre les dérives sectaires). Françoise Durand, membre de l'Eglise de scientologie à Bordeaux, aperçoit le bout du tunnel : « A cause de la Miviludes, on est vu par les Bordelais comme une secte. Pourtant, n'importe qui peut rentrer dans notre boutique sans risque ! Sans la Miviludes, notre liberté de culte serait totale. » Une liberté que réclament aussi de nombreuses petites associations. En Gironde, on en compte plus



Bordeaux est l'une des quatre villes les plus touchées par le phénomène sectaire. Photo B. H.

d'une trentaine dans les domaines de l'irrationnel, de la santé, de la religion ou de la science. Originaire de Louisiane, le pasteur évangélique Kent Becker, apôtre du créationnisme (voir ci-dessous), s'enthousiasme : « Même si c'est illégal, les maires refusent souvent de nous louer une salle. J'attends avec impatience que les pouvoirs de la Miviludes soient diminués. »

DES SECTES EN PUISSANCE

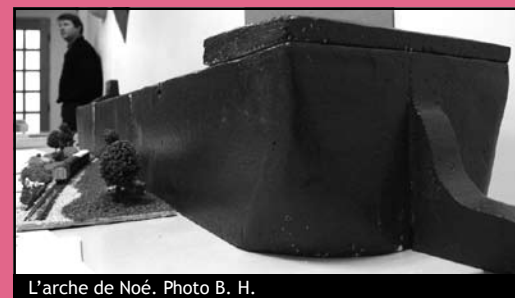
Cette réforme de la Miviludes scandalise les associations anti-sectes bordelaises. Selon un rapport parlementaire de 1995, la Gironde concentrerait dix des

sectes les plus importantes de France. Bernard Proux, d'Info-sectes Bordeaux, est fataliste : « Ce texte assure à terme le développement des groupes à dérives sectaires. La ministre de l'Intérieur se trompe en croyant que la répression pénale est suffisante. Il faut des organismes publics qui les détectent, les recensent. » Pour la sociologue Bernadette Cellard, directrice du département des religions à l'université Bordeaux 3, la dynamique religieuse obéit aux mêmes lois que celles du marché. Moins de contrôle de l'Etat, cela équivaut à une offre religieuse accrue entraînant une

Les dinosaures sont nos amis

Vendredi soir, à l'église réformée d'Eysines, un « scientifique » prêche des théories créationnistes.

L'église est l'un de ces fades établissements préfabriqués perdus dans une zone com-



L'arche de Noé. Photo B. H.

merciale de banlieue. Sous le plafond bas de la grande salle de culte, une centaine de personnes écoute attentivement un obscur scientifique. Qui démonte devant eux les théories évolutionnistes développées depuis Darwin. D'abord les fossiles. Sus à cette idée reçue : plus les espèces fossilisées sont profondément enterrées et plus elles sont anciennes. Une grossière

erreur. La vérité, c'est qu'elles sont venues brutalement se glisser dans les sous-sols de la terre. Comment ? La faute au déluge. Et les tests au Carbone 14 ? Des absurdités. On passe ensuite aux isotopes de l'uranium. Compact et confus, le discours est intraduisible. En résumé : la planète a 6 000 ans et, sur l'arche de Noé, vécut hommes et dinosaures en totale harmonie. Un jeune homme (un comparse ?), d'un ton faussement naïf : « Mais n'a-t-on pas de traces de l'im-mense arche ? » L'orateur saute sur l'occasion : « Bien sûr que si ! Sur les hauteurs du Mont Ararat, en Turquie, de phéno-

ménaux résidus de bois, en forme de bateau, ont été retrouvés ». On ne peut y accéder, hélas. L'endroit est gardé secret. Par qui ? Par « eux ». « Eux », ce sont ceux qui craignent les théories créationnistes, scientifiques véreux, puissances de l'argent, journalistes corrompus. La conférence touche à sa fin. Près de la porte de sortie, des illustrations pour enfants sont à portée de main sur des tables. On y voit un soleil qui brille, des hommes qui se baignent avec de joyeux dinosaures sous une grande cascade bleue. Sur l'orateur, rien de plus ne sera dit. Il souhaite garder l'anonymat. Ses opinions pourraient être mal vues dans les cénacles universitaires.



Françoise Durand devant sa boutique. Tous les prosélytes bordelais affichent le même sourire commercial promettant la paix intérieure. Qu'y a-t-il derrière la façade ? Photo C. J.



Le terminal méthanier pollue déjà le Verdon

La Pointe de Grave est en ébullition depuis plusieurs mois. D'ici 2012, un tout nouveau terminal gazier pourrait accueillir d'énormes navires transportant du gaz naturel liquéfié (GNL). Le sujet déchire le Médoc, au carrefour de la politique, de l'économie locale, et de l'environnement. Sur place l'ambiance est électrique.

REPORTAGE RÉALISÉ PAR WILLY LE DEVIN
ET GÉRAUD BOSMAN-DELZONS

« **A**u Verdon, c'est tous des cons. Ici, on n'a rien et dès qu'on a quelque chose, on est contre. » Maryse accepte l'idée d'un voisinage avec des cuves de gaz qui risquent d'être installées au Verdon et peste contre les opposants au projet. Depuis que la société néerlandaise 4Gas, en partenariat avec le Port autonome de Bordeaux, a eu l'idée de construire un terminal méthanier à la pointe du Médoc, la querelle anime le bout du bout de l'estuaire de la Garonne. Pour le moment, le cadre est bucolique. L'estuaire est connu comme l'un des plus préservés d'Europe sur le plan environnemental. Avec son port de plaisance, ses 1 200 âmes, une tradition ouvrière bien ancrée, le Verdon pourrait voir sa tranquillité perturbée. A 800 mètres des habitations, les conteneurs qu'on débarque et qu'on rembarque sur le port pourraient avoir bientôt des voisins. Et pas des moindres. Trois

réservoirs de 47 mètres de haut et de 85 mètres de diamètre. Une cicatrice dans le paysage, qui serait masquée tant bien que mal par une gigantesque dune artificielle. La dangerosité potentielle du site pousse déjà certains propriétaires à quitter les lieux. « Je connais personnellement des gens qui ont vendu leur maison pour cette raison. Je pense qu'en cas de réalisation du port, une baisse du prix des biens immobiliers devrait logiquement intervenir », explique Martine, marchande de biens à Soulac.

INSTRUMENTALISATION POLITIQUE

Justement, quand il a été question d'un possible va-et-vient des méthaniers, c'est à Soulac, station balnéaire jouxtant le Verdon, que l'opposition a été d'emblée la plus virulente. Ici, les maisons cossues remplacent les pêcheries. « Nous craignons pour l'écologie et l'avenir touristique de notre

secteur. Beaucoup d'étrangers, dont les Allemands, apprécient particulièrement les lieux. Un terminal méthanier, ça va tout foutre en l'air. Nous n'avons aucun intérêt à voir s'ériger ces cuves énormes », confie Patrick, employé dans le secteur touristique à Soulac.

Aujourd'hui, nombre d'autochtones sont entrés en résistance. L'association Une pointe pour tous a été spécialement créée pour l'occasion. En ce début d'année, elle mobilise près de 4 400 adhérents. Patrick, militant du collectif, révèle les raisons de cette forte mobilisation : « A Soulac, vous avez 99,5 % des gens qui sont contre le projet. Au Verdon, c'est plus partagé. Eux ont besoin des retombées financières. Vous savez, "eux", ce sont les pêcheurs. A Soulac, ce sont plutôt des bourgeois. »

Et lorsque les intérêts personnels sont en danger, la fin justifie souvent les moyens.

Selon 4Gas, le collectif Une pointe pour tous joue avec les peurs, et use sans vergogne de la « désinformation. Cette opposition a été montée en épingle par ce qu'ont raconté certains politiques. Il n'y a pas eu de débats constructifs car certains n'ont jamais daigné débattre », se désole Philippe Prat, directeur de projet à 4Gas Bordeaux. Il dénonce des comparaisons hasardeuses. La catastrophe de l'usine chimique AZF de Toulouse, par exemple, « qui n'a rien à voir. Le gaz qui arrive par les méthaniers est liquéfié. Il ne brûle pas, il n'explose pas. Et la part d'oxygène dans le GNL qui se re-gazéifie est infime. Par contre, le pétrole en provenance d'Ambès est autrement plus dangereux. »

Alain Martinet, maire du Verdon depuis 1989, paraît en accord avec les arguments avancés par l'industriel : « Vous savez, pendant des années, au Verdon, nous avons vécu avec les cuves de pétrole. Et les nuisances étaient réelles. L'odeur virait à l'âcre quand le vent soufflait. Aujourd'hui, ceux qui évoquent l'écologie pour s'opposer au gaz sont des menteurs. Le sénateur de Soulac ne veut pas un maire du Verdon fort. Il a fait un calcul politique et a pensé que se dresser contre ce terminal, ça lui rapporterait des voix. » Le sénateur en question n'est autre que l'actuel maire de Soulac, Xavier Pintat. Pourtant, jamais Alain Martinet ne cite son nom.

« UN MAXIMUM DE COMPENSATIONS »

Car l'affaire du port méthanier catalyse des années de rancœurs politiques locales. De soutiens, puis de trahisons. Martinet, d'ailleurs, ne se représentera pas aux municipales de mars, car « il a été pris à partie par des opposants au port », croit savoir Didier Luceyran, employé communal. Evoquant des intimidations, Alain Martinet n'hésite pas à qualifier les détracteurs du projet de « fascistes ». Assurant qu'au Verdon, « beaucoup de gens se prononcent contre le port pour faire bien, mais qu'en réalité la majorité silencieuse est tout autre ». L'édile n'affichera jamais clairement son avis sur la question. Sûrement par méfiance. Il est pourtant administrateur du Port autonome de Bordeaux depuis 19 ans, et ne voit

LE PROJET EN CHIFFRES

- Coût des travaux : 450 millions d'euros avec début des travaux en 2009 et une mise en service prévue pour 2012.
- 3 réservoirs de stockage, destinés à approvisionner le grand Sud-Ouest par un réseau de gazoducs.
- Augmentation prévisionnelle du transit pour le Port autonome de Bordeaux : 2,5 millions de tonnes par an (8 millions de tonnes envisagées à terme)
- Entre 38 et 52 emplois créés.
- Retombées fiscales : 6,7 millions d'euros pour les collectivités locales, dont 1,6 pour le Verdon.

pour son village que des effets positifs : « Il ne faut pas se raconter d'histoires. Certes, l'implantation du port augmentera le trafic dans l'estuaire, mais une telle structure générera une activité économique intéressante pour le Verdon. En cas d'implantation, nous négocierons le maximum de compensations avec 4Gas. »

On comprend de la bouche des commerçants que le sujet est bien celui qui fâche. Le microcosme de « la pointe de la liberté »

– comme les Médocains aiment à définir leur terre – n'a pas fini d'alimenter la polémique.

DÉCISION DANS UN MOIS

Cette semaine, la conclusion de près de trois mois de débats a été publiée. Comme il se doit pour tout projet dépassant 300 millions d'euros, une Commission a été chargée d'établir un rapport sur la faisabilité du projet, prenant le pouls des différentes parties. Dix réunions publiques, et 3 000 questions plus loin, la Commission a rendu sa synthèse. Dépouillée de pouvoir décisionnel, elle laisse tout loisir aux Médocains de poursuivre le pugilat. La compagnie 4Gas a d'ores et déjà averti qu'elle se positionnerait sur la réalisation du terminal méthanier après les élections. Au final, c'est le préfet qui avalisera ou non le projet. Et aujourd'hui, beaucoup s'accordent à penser qu'en 2012 des méthaniers sillonneront l'estuaire.



A dix kilomètres du Verdon, des slogans hostiles au port accueillent les visiteurs. Photos : Géraud Bosman

(*g'*/#m6?x%iq*sd!!!!!!@)

Profession : formateur d'aventuriers

Dur dur la vie d'aventurier pour les rêveurs comme Francis Caillé. L'ancien baroudeur a fait le tour du monde dans ses jeunes années. Depuis, il est à quai et livre son expérience à qui veut l'entendre.

Il a baptisé son entreprise « 80 tours du Monde en Cailléidoscope ». Calambour obscur pour les non-avertis. « *J'en ai marre, personne ne saisit le jeu de mots. Il y a une référence à mon nom là-dedans.* » Quand il ne porte pas sa tenue d'aventurier, Francis a le physique banal et propre d'un vieux monsieur à la retraite. Il est engagé dans les municipales à Bordeaux comme militant au parti socialiste, mais reste un incompris. « *Je veux proposer une loi pour que tous les jeunes fassent le tour du monde avant l'âge de 30 ans.* » Mais, à l'évidence, personne ne l'entend. Pourtant, il est très sérieux et révolté par le conformisme ambiant. Lui qui a inventé son étrange et insolite métier, « formateur d'aventuriers », dénonce « *la routine métro, boulot, dodo du commun des mortels.* » N'ayant pas fait fortune dans le filon du voyage à haut risque, il a trouvé refuge dans un 20 m² en résidence étudiante. L'appartement exigu regorge de vieux meubles, vieux souvenirs d'un passé éphémère.



Francis prépare son voyage en Guyane, « le plus beau pays du monde ». Photo C. C.

« UNE VIE ORIGINALE »

Ebéniste à 14 ans, il interrompt son parcours pour cause d'allergie au vernis. Alors, la soif de l'aventure s'impose à lui. Avec un père dans l'armée coloniale et le même patronyme que l'aventurier René Caillé, le premier voyageur à revenir d'Afrique, Francis veut croire aux signes du destin. Ses maîtres ? Les écrivains Daniel Defoe (le papa de Robinson Crusoe), Jack London et l'explorateur Paul-Emile Victor. Mais la mise en pratique s'avère tardive. Ce n'est qu'à 18 ans qu'il quitte sa Charente-Maritime natale. Les scouts en Corse, puis son service militaire à Djibouti consacrent sa vocation : il sera aventurier.

Après une multitude de petits boulots, il se lance à 27 ans dans un projet d'envergure : le tour du monde en 2 cv... restera l'unique expédition de sa vie. La télépathie des pygmées et l'hospitalité des touaregs n'ont plus de secrets pour lui. Entre autres souvenirs musclés, une arrestation mouvementée par des soldats érythréens, des nuits entières agrippé aux branches dans la jungle zaïroise inondée et l'escalade du Kilimandjaro en trois jours. « *Il faut pas mal d'insouciance pour être un bon aventurier, sinon on n'avance pas.* » C'est avec hésitation qu'il confie que la guerre au Moyen-Orient serait archéologique. « *Le pétrole c'est un faux débat. Là-bas, il y a des tablettes*

que les Américains veulent récupérer. » Sur ces tablettes, des informations en écriture cunéiforme, laissées par les Sumériens. On y apprendrait la localisation d'une planète de notre système solaire encore inconnue et les secrets de nos origines.

TRAVERSÉE DU DÉSERT

Déjà la fin du voyage, mais avec son âme d'enfant, Francis ne tient pas en place. Il se met à son compte et s'improvise donc « formateur en expéditions d'aventure ». « *Mon objectif, c'était d'amener des gens avec moi sur le terrain et de leurs faire profiter de mon expérience. Mais je n'ai jamais eu personne sauf quelques curieux.* » Du coup, à défaut d'excursions, Francis galère depuis plus de vingt ans, « *j'ai ramé mais je suis satisfait.* » Et en attendant que l'aventure frappe à sa porte, militantisme et karaoké occupent son quotidien. Loin de vivre dans ses souvenirs, il reste optimiste et persévérant. « *La retraite ? Je n'y pense même pas ! Je vais passer deux petites annonces. L'une pour monter une expédition en Guyane, l'autre pour remettre sur pieds les cafés de l'aventure.* » Avis aux amateurs.

CLAUDIA CARATORI

BILLET

Exhibitionnisme ambiant

Créé en 2004 par Mark Zuckerberg, Facebook, le petit site étudiant de Harvard, a pris de l'ampleur et comptait en 2007 pas moins de 50 millions d'abonnés ou d'accros. « L'homus numericus », c'est peut-être le nouveau stade de l'évolution de notre espèce. J'ai une représentation virtuelle de moi sur internet donc j'existe. Mon parcours, mes amis, mes photos, mes amours, mes références culturelles, j'en passe : tout est consultable pour qui veut bien y jeter un œil. Gadget à la mode, Facebook séduit les aficionados. « *Ça me fait réviser mon anglais, il y a des quiz sympas, des groupes rigolos...* »

Paris Match, finalement, ne fait pas autre chose. Avec « *la vie est une histoire vraie* », le journal renonce à croquer l'époque au profit de l'actuelle profusion de people. Paris Match, c'est le Facebook de ceux que TF1 a starisés pour un jour. Du coup, les vraies histoires sont, ces derniers temps, les choses les plus rares au milieu de cet étalage à la limite de l'indécence de notre vie privée.

Ironie du sort, donner l'exemple serait désormais de ne rien montrer. Pour vivre heureux, réapprenons à vivre cachés.

RAPHAËL BURGOS